

Revenus du pétrole et sous-développement : un appel à la transparence

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 10 janvier 2003

Le mensuel Messages du Secours catholique paru en janvier, se fait l'écho d'une initiative intéressante de plusieurs organisations non gouvernementales concernant les revenus que tirent les États du pétrole. "Publiez ce que vous payez", demandent soixante-dix organisations du monde entier, dont le Secours catholique, aux grandes multinationales pétrolières, gazières et minières.

Intitulée PWYP (Publish What You Pay), cette initiative a pour but d'informer les populations des sommes considérables reçues par leurs gouvernements et dont elles ne voient guère les retombées. Trois sociétés minières (Rio Tinto, BHP Billiton et Anglo-American) soutiennent le projet mais aucune société ne publiera ses informations si ses concurrentes ne le font pas.

Le journal du Secours catholique publie cette information à l'occasion d'un dossier sur les guerres qui ravagent plusieurs États africains (Congo-Brazzaville, Soudan, République Démocratique du Congo) aux ressources minières ou pétrolières importantes. Décryptage avait déjà abordé cette question (" Main basse sur un trésor ", janvier 2001) alors que venait de paraître un rapport des Nations unies sur le financement des guérillas par les diamants et l'or.

Les évêques africains sont intervenus plusieurs fois récemment à ce sujet : déclaration des évêques du Congo en juin 2002 et déclaration de l'Association des Conférences épiscopales d'Afrique centrale en juillet de la même année. Dans un entretien avec Messages, Mgr A. Milandou, archevêque de Brazzaville, remarque : "Gérer le pétrole n'est qu'un moyen. Il faut d'abord la volonté politique de développer le pays avec un réel souci de transparence. Alors, oui, l'argent du pétrole peut aider." Il va au fond du problème : existe-t-il chez les responsables politiques une volonté de développement ?

La situation au Zimbabwe montre que, même sans pétrole, la volonté de puissance et l'appétit du pouvoir sont capables de détruire un pays. Pour se maintenir à la présidence, Mugabe a lancé une pseudo réforme agraire dont le principal résultat est une chute dramatique de la production agricole dans un pays qui, jusqu'à présent, non seulement assurait sa consommation alimentaire mais aussi subvenait aux carences de ses voisins. Des émeutes éclatent aujourd'hui dans les grandes villes où la hausse des prix atteint 1 % par jour depuis le mois d'octobre ! Et la situation en Côte d'Ivoire est un autre exemple de l'irresponsabilité des gouvernants aussi bien que de ceux qui aspirent au pouvoir.

A contrario, il existe heureusement, en Afrique même, des exemples de développement assis sur les richesses minières : Botswana, Namibie et surtout Afrique du Sud. Or, diamant, pétrole et autres produits miniers ne sont que des moyens : la volonté des hommes les transforme en bienfaits ou en malheurs.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>